

Bulletin du G.S.I

(*Groupe Socialiste Internationaliste*)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs IV^e Internationale
N°69 - JUIN 2007 - 2 EUR



L'Internationaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"

"Opposition" constructive ?



ou...



Lutte des
classes !

Sommaire du n° 69

- ✓ Edito. La destruction de l'université publique : un objectif fondamental du gouvernement Sarkozy-Fillon. p.2
- ✓ Sarkozy et l'Afrique : la continuité des années Chirac. p.3
- ✓ Législatives 2007. p.4
- ✓ Congrès de la CES à Séville. p.5
- ✓ « Il y a une différence entre repères revendicatifs et revendications ». p.6
- ✓ Caisses de retraites complémentaires. p.8
- ✓ Forum « Pour un syndicalisme de classe et de masse ». p.9
- ✓ Courrier International n°129 — Venezuela. p.10
- ✓ Pétition « Retrait des troupes européennes d'Iraq, d'Afghanistan et du Liban ». p.15
- ✓ Condeeza Rice - Les impérialistes US, hors de Madrid ! p.16
- ✓ Fête de LO - Forum de la LIT-QI. p.17
- ✓ Journées européennes de la LIT-QI en juillet en Italie (à Otranto). p.20

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :

A.P.I.D.O

BP 66

94311 ORLY CEDEX FRANCE

(adresse pour
toute correspondance)

Courrier électronique
(E-Mail) nouvelle adresse :

contact@gsi-litqi.org

Site Web ([nouvelle adresse](http://www.gsi-litqi.org/)) :

<http://www.gsi-litqi.org/>

Clôture rédactionnelle le

20 juin 2007

Directeur de la publication :

J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

La destruction de l'université publique : un objectif fondamental du gouvernement Sarkozy-Fillon.

La « victoire » de l'UMP aux législatives permet à N. Sarkozy de bénéficier d'une assemblée nationale à ses couleurs avant d'entamer résolument sa politique de destruction méthodique des derniers acquis ouvriers. C'est tout au moins ce qu'il escompte... Le champion du MEDEF lors des élections présidentielles a mandat du patronat pour redonner à la bourgeoisie française une place de choix à échelle internationale et européenne.

L'impérialisme français, en déclin depuis de nombreuses années, pourrait chercher un nouveau souffle en s'attelant à l'entreprise colonisatrice américaine.

Parallèlement, le gouvernement Sarkozy-Fillon a annoncé un calendrier de réformes qui seront conduites à marche forcée durant l'été. Sarkozy l'a réaffirmé devant les parlementaires de sa majorité le 20 juin. Le patronat français attend de N. Sarkozy qu'il prenne les mesures nécessaires afin de pouvoir bénéficier en France d'une main d'œuvre très qualifiée à moindre coût. A ce titre, « la réforme fondamentale » du gouvernement Sarkozy-Fillon sera celle sur l'autonomie des universités.

En finir avec l'université publique...

Le dispositif est fin prêt, pour en finir avec l'université publique. La réforme Lang ECTS/LMD, issue du processus de Bologne (accords européens pour **privatiser** l'Enseignement Supérieur) a été le fer de lance d'une autonomie pédagogique obligeant les universités, depuis 2003, à adapter leurs cursus au marché de l'emploi et impulsant de fait une sélection des étudiants en fonction des besoins de l'économie capitaliste.

Subissant de plein fouet la LOLF (Loi organique relative aux lois de finances) et la régionalisation (qui est dans son principe soutenue par le PS, voire par la LCR), les personnels et les enseignants ont vite compris les conséquences du désengagement financier de l'Etat : statuts précaires, fermetures de filières,

suppression de postes, augmentation de la productivité dans les bureaux... Les budgets, insuffisants pour assurer un bon fonctionnement des universités, ont vite incité les Conseils d'Administration à rechercher des financements privés.

L'annonce d'une loi pour l'autonomie des universités vient seulement huiler la machine à privatiser déjà lancée. Incitées au regroupement par le Pacte pour la Recherche (2006), les universités sont pressées de s'auto-démanteler, de se lier à des laboratoires privés, à des entreprises, afin d'inscrire définitivement la recherche et l'enseignement dans une logique marchande. A terme, à côté de quelques grands pôles d'excellence gracieusement financés par l'Etat, les régions et les grandes entreprises, nous trouverons des cursus totalement dévoués à la formation d'une main d'œuvre prête à l'emploi, des stagiaires tout au long de la vie, dont le diplôme ne garantira ni statut, ni droits.

Le Premier ministre F. Fillon précisait le 23 mai que la loi permettra aux établissements de « *s'organiser comme ils l'entendent, recruter leurs enseignants comme ils l'entendent, créer les enseignements qu'ils veulent, mettre en place les accords avec les organismes de recherche, avec les grandes écoles, avec les entreprises, sans avoir besoin de demander l'autorisation à des tutelles* ».

En définitive, le gouvernement officialise la concurrence entre les universités qui seront gérées comme de véritables entreprises capitalistes par d'authentiques patrons : le Conseil d'Administration sera restreint au président de l'université et aux représentants des régions et des entreprises, qui auront pleins pouvoirs sur la politique de l'établissement. L'indépendance accrue des universités vis-à-vis de l'Etat institutionnalisera leur dépendance vis-à-vis des entreprises, en relation avec les projets des régions. Cela signifiera une sélection directe des étudiants en fonction des besoins immédiats des patrons qui agiront en action-

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

naires des universités. **Nous arrivons à l'achèvement du processus LMD : la privatisation des universités et l'atomisation totale des diplômes.**

... pour mieux détruire tous les droits des travailleurs.

Le gouvernement Sarkozy-Fillon a tiré les leçons de la défaite du gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy suite au retrait du CPE, en 2006, comme victoire partielle de la jeunesse et des travailleurs. Si le contrat unique ne peut être imposé par une mesure de type CPE, c'est en achevant de détruire la reconnaissance de la qualification des travailleurs dans le code du travail que ce type de contrat apparaît comme une nécessité.

La flexisécurité, vantée comme le système qui permettrait le retour au plein emploi, représente la fin de toute sécurité pour le travailleur qui sera, par contre, corvéable à merci. Les universités, à travers l'autonomie complète voulue par le gouvernement Sarkozy-Fillon, sont appelées à multiplier les partenariats avec les entreprises en proposant exclusivement des « cursus professionnalisants » destinés à former l'étudiant à un poste bien défini au sein d'une entreprise bien spécifique.

La simplification des procédures de licenciement prévue par le contrat unique permettra à l'employeur de bénéfi-

cier d'une masse salariale adaptable en permanence à l'activité de l'entreprise. Le salarié licencié n'aura comme seule perspective que de financer, en définitive à ses frais, une nouvelle formation. L'étudiant ne sera plus un travailleur en formation mais un travailleur tout court, qui va à l'université pour développer son employabilité et non plus pour obtenir un diplôme qui sanctionne une qualification garantissant des droits face aux patrons.

« Grâce » à la défiscalisation du travail étudiant (autre chantier du gouvernement Sarkozy-Fillon) celui-ci pourra continuer à travailler plus pour gagner moins. Cette mesure mène tout droit à l'intégration poussée de l'entreprise et de l'université, via la généralisation des stages, et elle débouche sur la suppression des bourses d'étude. Seuls réussissent les plus « méritants » : ceux qui triment et qui parviennent tant bien que mal à étudier, ou bien les « fils à papa ». Cette mesure s'inscrit dans le dispositif global qui, avec la participation des bureaucraties syndicales (étudiantes et ouvrières), vide le Code du travail de tout contenu. Dans cette logique, le système de retraite par répartition est appelé à disparaître au profit des fonds de pension qui pourront spéculer librement sur l'avenir de millions de travailleurs..., dès leur entrée à l'université !

Individualisation, capitalisation, surexploitation : le programme politique du

gouvernement Sarkozy-Fillon est d'un néo-conservatisme qui ferait rougir Reagan. Dans l'application de ses projets, N. Sarkozy compte sur l'absence d'alternative politique pour les travailleurs et la jeunesse. Cependant, l'absentéisme massif aux dernières législatives a prouvé que la classe ouvrière n'a pas d'illusion dans une quelconque opposition parlementaire à l'UMP (Voir l'article sur les législatives dans ce numéro).

En effet, la multiplication des grèves durant la période électorale a montré la disposition des travailleurs et des jeunes à combattre. Alors que le PS confirme son orientation droitiste et que la LCR se dispose à construire le nouveau pôle de la gauche institutionnelle (qui pourrait rassembler du PC aux verts, en passant par des mouvements associatifs plus ou moins antilibéraux), les dirigeants des principales centrales syndicales se préparent à accompagner les réformes sarkozystes.

Alors, quelle perspective pour les travailleurs, si ce n'est la mobilisation unitaire et permanente pour faire échouer ces coups destructeurs ? Quelle perspective, si ce n'est l'organisation d'un courant de lutte des classes dans les syndicats pour garantir leur indépendance vis-à-vis de l'Etat et des capitalistes ? Quelle perspective, si ce n'est la construction d'un parti ouvrier anticapitaliste, internationaliste pour le socialisme ?

Sarkozy et l'Afrique : la continuité des années Chirac

Immédiatement après sa prise de fonction en tant que président de la république, Nicolas Sarkozy recevait à l'Elysée Omar Bongo, dirigeant du Gabon depuis 40 ans. Impliqué dans plusieurs affaires de corruption, Bongo est notoirement connu pour avoir réprimé violemment le mouvement d'opposition de 2005. Sa visite à N. Sarkozy n'est pas anodine : le Gabon est un pays stratégique pour l'impérialisme français qui y maintient un contingent de 800 hommes.

A l'heure où Brice Hortefeux annonce une chasse cynique aux sans-papiers, les déclarations de Nicolas Sarkozy sur le codéveloppement ne doivent leurrer personne. Grand ami de patrons fran-

çais qui ont bâti leur fortune en pillant le continent africain (Bolloré, Bouygues, pour ne citer qu'eux...) il faut s'attendre à voir se poursuivre la politique néocolonisatrice de l'impérialisme français, baptisée Françafrique.

Ainsi, l'entrevue de N. Sarkozy avec Ellen Johnson Sirleaf son homologue du Libéria, la veille de sa rencontre avec Bongo, marque une continuité dans « l'ouverture » de la Françafrique en direction des pays anglophones, le Libéria étant aussi un des pays frontaliers de la Côte d'Ivoire...

Les relations étroites que Jacques Chirac entretenait avec nombre de dirigeants africains vont perdurer même si le discours de Sarkozy se prétend en

rupture avec le paternalisme nauséabond de l'ancien président. Au maintien de la cellule Afrique à l'Elysée s'ajoute l'entourage direct de Nicolas Sarkozy qui compte plusieurs « spécialistes » de l'Afrique (Guéant, Roussin [ex-conseiller de Bolloré sur les questions africaines], Martinon...).

Nul doute que ces personnages sauront habilement conseiller N. Sarkozy dans la façon de garantir les intérêts de l'impérialisme français en Afrique. Plus que jamais, battons-nous pour mettre fin à l'impérialisme français : exigeons le retrait des troupes impérialistes de tous les terrains d'opération, exigeons l'annulation de la dette !

Rémy

Législatives 2007 : les travailleurs n'ont rien à attendre de cette assemblée.

Les élections législatives qui ont lieu les 10 et 17 juin débouchent sur une assemblée dont les travailleurs n'ont rien à attendre. Rien, car l'UMP y dispose de la majorité absolue que Sarkozy appelait de ses vœux. Rien, car le PS a déjà fort logiquement annoncé qu'il y jouerait le rôle d'une opposition constructive. Cependant, ce scrutin donne quelques éléments d'appréciation qui méritent qu'on s'y attarde :

Une abstention de 39% au 1er tour et de 40% au second, proche d'un record et en contradiction avec la participation de la présidentielle qui avait été très importante.

- Une victoire écrasante de l'UMP et de ses alliés avec 110 députés élus dès le premier tour, contre un seul pour le PS.

- Une résistance de l'extrême-gauche dite « trotskyste » totalisant 837 497 voix dont :

La LCR avec 583 711 voix (+213 244) pour 495 candidats (420 en 2002),

LO avec 218 264 voix (-81 813) pour 563 candidats (560 en 2002),

Le PT, 35 522 (-8 045), pour 153 candidats (193 en 2002).

- Le PCF poursuit son recul et n'est plus en mesure de constituer seul un groupe à l'Assemblée.

- L'effondrement de l'extrême-droite dont les thèmes ont été intégrés par Sarkozy se confirme, avec une perte de 60% de ses voix de 2002.

- Le redressement relatif du PS lors du 2ème tour qui gagne 60 sièges par rapport à la précédente législature.

Le report massif des voix du MoDem de F. Bayrou sur le PS est évident à Paris, Lyon ou Bordeaux, ainsi que dans les régions à forte tradition démocrate chrétienne comme le montre l'élection d'A. Montebourg en Saône-et-Loire. Ce « redressement » du PS est aussi dû à des secteurs populaires qui avaient pu être bernés par Sarkozy lors de la présidentielle. La « polémique » entre L. Fabius et le ministre Borloo, à

propos de la TVA sociale, a probablement joué le rôle d'un révélateur pour les secteurs qui avaient écouté les sirènes du « travailler plus pour gagner plus », de même que l'annonce entre les deux tours d'une revalorisation du SMIC limitée au minimum légal...

Avec l'UMP et les « centristes » du PSLE (Parti social libéral européen ou « Nouveau centre » qui regroupe les anciens de l'UDF ralliés à Sarkozy), le gouvernement Sarkozy-Fillon dispose d'une majorité parlementaire qui lui permet, théoriquement, de s'attaquer rapidement aux acquis ouvriers et de s'attacher à l'enrichissement des plus fortunés, comme l'exige le MEDEF.

Aussi, le calendrier de la session extraordinaire de parlement attendue est-il chargé : vote d'un « paquet fiscal » avec la baisse des droits de succession des familles aisées, le crédit d'impôt en soutien à la spéculation immobilière, le plafonnement des impôts des plus riches à 50%, la détaxation des heures supplémentaires, le durcissement des peines de récidives, loi cadre sur le service minimum dans les services publics comme point d'appui pour remettre en cause le droit de grève dans tous les secteurs, l'autonomie des universités qui masque un véritable projet de privatisation avec la mainmise des capitalistes sur les programmes et les établissements qui les intéressent.

De son côté, la direction du PS confirme sa détermination à « refonder » ce parti, ayant annoncé sa volonté de se comporter en « opposition constructive ». Les déclarations de deux de ses membres éminents, J.-M. Ayrault, Président du groupe PS à l'Assemblée et B. Julliard, président de l'UNEF, vont dans ce sens, accréditant l'existence d'une variante « de gauche » du projet de la ministre UMP, V. Pécresse, sur l'autonomie des universités. Le PS apporte ainsi une preuve supplémentaire qu'il n'est plus un parti ouvrier. Le PCF, quant à lui, se retrouve dans une situation d'affaiblissement qui le rend totalement dépendant du PS et de ses zigzags. Les « nécessités » de la survie de la bureau-

cratie sur le plan électoral et financier pèsent dans ce sens.

La poursuite des grèves pendant les législatives renforce le phénomène observé autour l'élection présidentielle : la lutte des classes est bien l'élément central dont les élections ne sont que l'expression déformée. On peut citer le mouvement des employés des aéroports régionaux, des ANPE, de sociétés d'autoroutes, de France Telecom, de la presse nationale, de Radio Bleu, des journalistes du groupe Hachette Filippachi Media, et même ceux du très bourgeois quotidien *Le Figaro*, pour la première fois depuis près de 20 ans, rejoint par les quotidiens de la haute finance, la Tribune et les Echos... Très symbolique, également, la grève victorieuse des travailleurs des brasseries Kronenbourg sur les salaires et sur l'emploi, contre les heures supplémentaires et pour l'embauche des intérimaires, en totale contradiction avec le slogan préféré de Sarkozy.

La clé de la situation politique est donc bien la lutte des classes qui a littéralement encadré ces élections et qui va déterminer la suite des événements. Les rencontres des bureaucrates syndicaux avec Sarkozy, avant même sa prise de fonction, indiquent qu'ils sont prêts à s'intégrer à l'élaboration et à l'application des projets gouvernementaux. S'ils rechignent, le gouvernement Sarkozy-Fillon leur mettra « le pistolet sur la tempe » avec des textes législatifs contraignants. Leur marge de manoeuvre est donc très étroite entre deux classes décidées à l'affrontement, la bourgeoisie et la classe ouvrière.

Il n'y a pas d'issue sur le terrain parlementaire. Le résultat électoral de l'extrême-gauche et de la LCR en particulier, en relation avec le score de la présidentielle (4,08% pour la LCR ; 5,75% pour l'ensemble), montre qu'un espace existe pour construire un parti ouvrier anticapitaliste, pour le socialisme. Pourtant, est-ce bien la voie qu'entendent emprunter ces organisations et, notamment, la LCR ?

(Suite page 5)

(Suite de la page 4)

Dans un article intitulé « *Italie - Recomposition à gauche* », publié par la LCR ⁽¹⁾, on peut lire : « *La Gauche critique a choisi de ne pas provoquer une scission avec le PRC – malgré l'expulsion de Turigliatto –, mais de matérialiser l'existence de deux projets différents, deux Refondations : celle de la gauche sociale-démocrate et celle de la gauche anticapitaliste. Pour concrétiser cette deuxième perspective, une grande assemblée nationale s'est tenue le 15 avril, réunissant près d'un millier de participants, dont presque toute la gauche sociale qui s'oppose au gouvernement Prodi. (...) On ne parle donc pas, pour l'instant, d'un nouveau parti, mais il est clair que la question d'une*

nouvelle construction politique est possible. ».

Faut-il comprendre que le modèle prôné par le SU, dont la LCR est la section française, serait un rassemblement large de toute la « gauche sociale », y compris le PCF, puisque Sinistra Critica (Gauche critique), le regroupement du SU en Italie, reste, elle, membre du PRC (Parti de la refondation communiste) ? Cette même LCR qui a appelé à voter Chirac au second tour de la présidentielle de 2002 et Royal en 2007 ; tout comme LO, d'ailleurs, cette fois-ci !

La voie n'est-elle pas, plutôt, de regrouper les militants d'accord pour oeuvrer à la défense d'un syndicalisme indépendant de l'Etat et des patrons, en rupture

avec la CSI et la CES, dans la perspective d'une centrale unique des travailleurs débarrassée des bureaucrates ?

La voie n'est-elle pas de travailler à l'ouverture d'une alternative politique d'indépendance de classe, d'un parti ouvrier internationaliste, anticapitaliste, pour le socialisme, c'est-à-dire pour la propriété collective des moyens de production et d'échange sous le contrôle de conseils ouvriers ?

Les travailleurs n'ont rien à attendre de cette Assemblée, ils devront compter sur leurs propres forces et construire les outils dont ils ont besoin.

(1) http://www.lcr-rouge.org/imprimer_article.php3?id_article=5777

La Confédération Européenne des Syndicats à l'offensive... contre les travailleurs !

A propos du 11ème Congrès de la CES à Séville

La Confédération Européenne des Syndicats (CES) a réuni son onzième congrès à Séville, en Andalousie, du 21 au 24 mai 2007. « A l'offensive », c'était le thème du congrès de cette monstrueuse incongruité du syndicalisme que constitue la CES. En deux mots, souvenons nous qu'elle fut le regroupement des organisations européennes de la CISL (Confédération internationale des syndicats libres) avant de « s'ouvrir » au syndicalisme chrétien en 1973 et de devenir un interlocuteur privilégié de la Commission de Bruxelles, co-rédacteur des directives de l'Union Européenne.

Aujourd'hui, la CES ambitionne de regrouper dans ses rangs l'ensemble des organisations syndicales du continent ; elle deviendrait alors l'organisation régionale de la Confédération Syndicale Internationale (CSI) fondée sur le même modèle en novembre 2006. Fidèle à ses principes de collaboration de classes, la CES annonce le lancement d'une grande offensive continentale tournée, en réalité, contre les travailleurs.

« A un moment où le capitalisme financier agressif explose (...), il faut des syndicats forts pour que les entreprises

restent honnêtes. Si les gouvernements craignent de s'attaquer à ces entreprises par la réglementation et la fiscalité, apportons-leur l'aide nécessaire pour remplir leur tâche. » Cette citation est extraite du discours de John Monks, secrétaire général de la CES. Faisant ensuite l'apologie de la « Flexsécurité » danoise et du Traité constitutionnel européen, il poursuit : « *Pour aller de l'avant (...), il faut s'entendre avec les partenaires sociaux afin de prendre ensemble des décisions difficiles* ». Ces quelques passages suffisent à eux seuls à donner le contenu réel de cette « offensive » syndicale, la généralisation du « tripartisme » (Etat, patronat, syndicats), contre les travailleurs.

Laissons L. Trotsky répondre à J. Monks : « *Aux yeux de la bureaucratie du mouvement syndical, la tâche essentielle consiste à " libérer " l'Etat de l'emprise capitaliste en affaiblissant sa dépendance envers les trusts et en l'attirant à lui. Cette attitude est en complète harmonie avec la position sociale de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrière qui combattent pour obtenir quelques miettes dans le partage des sur-profits du capitalisme impérialiste.*

(Suite page 6)

Demander le programme !

Le « programme » du 11ème Congrès de la CES est révélateur de la nature de cette organisation.

La simple évocation du nom et de la fonction de certains intervenants et invités suffit à le démontrer.

Le 21 mai :

Alfredo Monteseirín, maire de Séville ; Manuel Chavez, Président du gouvernement régional d'Andalousie ; José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne ; Ernest-Antoine Seillère, Président de BusinessEurope (ancien Président du MEDEF, l'organisation du patronat français).

Le 22 mai :

José Luis Rodríguez Zapatero, Président du gouvernement espagnol ; Vladimir Špidla, Commissaire européen pour l'emploi, les affaires sociales et l'égalité des chances ; Jean-Claude Trichet, Président de la Banque Centrale Européenne ; Cristina Narbona Ruiz, ministre espagnole de l'environnement ; Kate Hampton, directrice de

(Suite page 6)

(Suite de la page 5)

Dans leurs discours, les bureaucrates travaillistes font tout leur possible pour essayer de prouver à l'Etat - démocratique - combien ils sont dignes de confiance et indispensables en temps de paix, et plus spécialement en temps de guerre. Par la transformation des syndicats en organismes d'Etat, le fascisme n'invente rien de nouveau, il ne fait que pousser à leurs ultimes conséquences toutes les tendances inhérentes au capitalisme. » (L. Trotsky, *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*, Août 1940).

L'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat et par rapport aux capitalistes, dont l'Etat est le plus ferme soutien : c'est bien de cela qu'il s'agit. L'Etat « démocratique » dont il est question, c'est aujourd'hui et ici l'UE, ses états membres et ses régions, plus ou moins autonomes.

On a bien vu, par exemple, un Bernard Thibault, de la CGT française, s'indigner : « *J'ai bien entendu Monsieur Barroso nous enseigner que le changement était inévitable. Sans doute, mais la nature des changements doit être discutable, sinon c'est tout simplement l'indépendance syndicale qui est remise en cause. Et lorsqu'on nous propose de ne plus se poser la question de savoir à qui appartient les entreprises, il nous suggère de fermer les yeux sur le capitalisme financier prédateur d'emplois et générateur de précarité pour des millions de salariés.* ». Le bonhomme marche sur le fil du rasoir ; selon « *la nature des changements* », « *l'indépendance syndicale [serait] remise en cause* », ou non ?

Mais l'indépendance syndicale n'est-

elle pas tout simplement remise en cause de par la nature de la CES intégrée et par la nature des changements pro-capitalistes qu'en conséquence celle-ci dicte à ses organisations nationales, lesquelles les imposent à tous les échelons des structures syndicales jusqu'à la section d'entreprise ? Ou bien, pour le dire autrement, comme L. Trotsky : « *Ils doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement lié au pouvoir de l'Etat. De là découle pour les syndicats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes - c'est à dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée - la nécessité de s'adapter à l'Etat capitaliste et de tenter de coopérer avec lui.* » (Ibidem). C'est bien ce qui détermine le numéro de funambule de Thibault et de bien d'autres.

La CGT oscille entre deux positions : d'un côté, le syndicalisme de lutte de classes qui reste une aspiration forte de la base organisée ; de l'autre côté, l'orientation d'adaptation imposée par Thibault, dictée par la « construction européenne » sous l'égide du traité de Maastricht et du traité constitutionnel, traité approuvé par la CES.

Si B. Thibault a « *bien entendu Monsieur Barroso* », gageons que « Monsieur Barroso » a bien entendu « Monsieur Thibault » qui exprime ses craintes de se voir déborder comme ce fut le cas à propos du traité constitutionnel européen. En effet, il a loin de la volonté d'imposer des « repères revendicatifs » pro-capitalistes à la CGT - avec les structures « renouvelées » et un financement des structures en conséquence - et le fait d'y parvenir sans dégâts pour la bureaucratie, sauf à s'appuyer sur l'appareil d'Etat... Et en-

(Suite de la page 5)

Climate Change Capital, une société sensée (traduire : is a leading investment banking group specialising in the commercial opportunities created by a low carbon economy)

Le 23 mai :

Frantz Münteferin, Vice-Chancelier et ministre allemand du travail et des affaires sociales.

Le 24 mai :

Antonio Fernandez Garcia, Conseiller pour l'emploi, Andalousie.

Jesús Caldera Sánchez-Capitán, ministre espagnol du travail.

Les tables rondes étaient animées par des journalistes de la chaîne de télévision ARD et... du Financial Times !

L'ensemble est disponible sur le site de la CES (<http://sevilla.etuc.org/-Programme,15->)

core ! La lutte des classes n'a-t-elle pas maintes fois démontré qu'elle avait plus d'un tour dans son sac ?

Ainsi, dans l'ensemble des pays de l'UE et au delà, des militants sont prêts à oeuvrer, ou oeuvrent déjà, au regroupement des travailleurs en vue de la défense d'un syndicalisme de lutte des classes, indépendant de l'Etat et des capitalistes, exigeant la rupture avec la CES et la CSI, organisations qui n'ont rien à voir ni de près ni de loin avec le mouvement ouvrier, de par leur nature, n'est-ce pas Messieurs Monks, Thibault et... Barroso ?

J.-Louis

« Il y a une différence entre repères revendicatifs et revendications. »

A propos des « Repères revendicatifs » soumis au CCN de la CGT les 30 et 31 mai 2007

Les 30 et 31 mai derniers, une semaine après le congrès de la CES à Séville, le Comité confédéral national (CCN) de la CGT, son « parlement », était réuni pour adopter un document intitulé « Repères revendicatifs ». L'ensemble peut se réduire à quatre axes

essentiels : la démocratie sociale, le nouveau statut du travailleur salarié, la sécurité sociale professionnelle et la mise en place de droits individuels transférables et opposables. La phrase extraite du préambule du projet de document (« il y a une différence entre

repères revendicatifs et revendications ») résume à elle seule l'évolution droitnière que la direction Thibault entend imposer à la CGT dans son ensemble.

(Suite page 7)

(Suite de la page 6)

Il convient de préciser que les délais laissés aux syndicats « de base », pour prendre connaissance du projet, a limité le débat aux initiés. La masse des militants et des syndiqués n'a même probablement jamais entendu parler de ce texte. Le CCN de mars 2005, qui avait vu la CGT rejeter le Traité constitutionnel européen, nous a confirmé que la démocratie version Staline a toujours cours sous les oripeaux de l'UE de Barroso : c'est l'obligation de dire « oui ». Dire « non » aux grands timoniers de l'Europe du capital, c'est toujours « antidémocratique »...

La démocratie sociale

Thibault le précise dans son rapport introductif : « (...) la démocratie sociale est un élément de la démocratie tout court, elle n'a pas à s'effacer devant la démocratie politique. Si aucune organisation syndicale n'a contesté le résultat du vote (du 6 mai, NdR), toutes ont tenu à réaffirmer la nécessité de la négociation avec les syndicats. ». Il insiste plus loin : « Le débat sur la nature des changements sociaux reste ouvert (...) ». On le voit, c'est le fil conducteur du « syndicalisme rassemblé » affirmé à Séville, réaffirmé lors de ce CCN.

C'est la volonté affichée de faire participer les syndicats à la prise des décisions et à l'application de celles-ci, de l'entreprise au sommet de l'Etat, aux côtés des capitalistes et des politiques. Cela donne, dans le cadre de la société capitaliste, un schéma clairement corporatiste, dans le sens classique de ce terme : l'association capital-travail sous l'égide de l'Etat bourgeois. C'est la voie suivie de façon insidieuse depuis la décision de « ré-écriture à droit constant » du Code du travail qui a abouti ce printemps à la publication de la nouvelle partie législative de ce code.

Plus ouvertement, les débats au Conseil économique et social sur la représentativité syndicale et bien d'autres sujets ont ensuite débouché sur la fameuse « conférence sur l'emploi et les revenus » et l'établissement d'un « diagnostique partagé », selon la formule de Villepin, Premier ministre d'alors. C'est la généralisation de cette démarche, son institutionnalisation à tous les niveaux de la société, que demande la direction Thibault. Elle a pour conséquence de faire voler en

éclats le Code du travail ainsi que les statuts comme celui de la Fonction publique.

Le nouveau statut du travailleur salarié

Aujourd'hui, le « statut » du travailleur salarié c'est un ensemble d'acquis matérialisés par le Code du travail, les conventions collectives et les accords qui en découlent ; ensemble auquel s'ajoutent les statuts de la Fonction publique d'Etat, territoriale et hospitalière. Pourquoi définir un « nouveau statut », si ce n'est pour remettre en cause cet édifice et entériner les différentes attaques menées par les gouvernements successifs, dont celles qui découlent des ordonnances de Villepin.

Ce « nouveau statut » se décline pour les salariés à employeurs multiples, ceux des entreprises sous-traitantes, les travailleurs ayant une qualification et ceux qui en sont dépourvus, et ainsi de suite. Ce statut met en avant des « droits » à obtenir ou à améliorer, entre autres : le droit à un salaire, le droit de se syndiquer, le droit à la négociation, le droit à la formation professionnelle et à l'éducation permanente, le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises...

Ce catalogue signifie-t-il que les droits acquis sont re-négociables et donc implicitement remis en cause ? On peut le penser. D'autant que le rédacteur pressé semble avoir « oublié » le rôle de l'inspection du travail que le « nouveau » Code du travail, publié en catimini en mars dernier, rend très hypothétique dans son existence même. Pourquoi aurait-on besoin de l'inspection du travail dès lors que la responsabilité des entreprises serait « mutualisée » au niveau de la branche ou du « bassin d'emploi », comme le prévoit le projet de sécurité sociale professionnelle ?

La sécurité sociale professionnelle

La sécurité sociale, tout le monde connaît. C'est l'organisme chargé de la protection sociale dans trois branches : santé, retraite et famille. Cet organisme est attaqué par ceux qui voudraient lui substituer l'assurance, au moins en partie et pour ce qui est rentable. Dans ce nouveau partenariat public / privé, d'aucuns voudraient ajouter à l'ensemble la dépendance, secteur dont le vieil-

lissement moyen de la population laisse attendre de nouvelles retombées financières.

Alors, qu'est-ce que la « sécurité sociale professionnelle » ? Pour le projet de document du CCN, elle « vise à combattre la notion même de licenciement. Elle dépasse la vision exclusivement réparatrice de l'indemnisation chômage. » Et elle concernerait tous les salariés, quel que soit leur contrat de travail.

Bref, la « sécurité sociale professionnelle » est un concept qui, rejoignant la « flexsécurité » de Villepin et de Sarkozy comme « l'employabilité » de Chirac, pose le cadre d'une vie faite de précarité alternant des périodes de travail, de chômage et de formation, avec l'obligation de retrouver un travail, etc.

La conséquence de la « sécurité sociale professionnelle », c'est que les droits des salariés sont... individualisés !

Les droits individuels transférables et opposables

Ces « repères revendicatifs » prétendent formuler un cadre collectif dans lequel se développeraient des droits individuels qui suivraient le « salarié » tout au long de sa vie, d'entreprise en entreprise, alternant donc les périodes de chômage et de formation. Ces « droits », auxquels ne manquent que ceux d'être enterré dans un cercueil décent et de léguer ses dettes à ses enfants, devront bien entendu faire l'objet d'un suivi de longue durée.

Voici consacré le grand retour du livret de travail. Informatisé, « moderne », mais c'est bien du livret de travail qu'il s'agit, même s'il n'est pas cité tel quel. Souvenons-nous en : ce livret, dont la suppression a été obtenue de haute lutte, a « permis » à des générations de salariés au XIXème siècle de « bénéficier » du « droit » au flicage patronal faisant perdre à certains toute « employabilité » car marqués comme meneurs dans des grèves.

Mais avec un syndicalisme « rassemblé », domestiqué, intégré, le droit de grève devient un mot creux et les « meneurs » devraient, en toute logique, être persécutés à la fois par les

(Suite page 8)

(Suite de la page 7)

patrons et par les « syndicalistes responsables ».

La liquidation continue

Une fois les repères imposés, les revendications devront être formulées dans ce cadre « rénové ». Elles devront donc

se modérer et, pourquoi pas, s'élaborer en concertation avec le patron, le maire et le préfet. C'est à une liquidation du syndicalisme de classe que l'on assiste sous la direction de B. Thibault. Les repères revendicatifs viennent après la réforme des cotisations et précèdent la transformation profonde des structures, en commençant par les unions locales

dès novembre 2007, pour finir avec les fédérations dont le nombre devrait être ramené à huit. Un appareil bureaucratique centralisé marchant la main dans la main avec les capitalistes et « l'Etat démocratique ». Voilà de quoi les travailleurs ne veulent pas.

J.-Louis

Caisses de retraite complémentaires. Dénonciation de la convention collective nationale. Quand un syndicat vole au secours des patrons !

Le 24 mai, à l'appel des fédérations CGT et FO, plus de 700 salariés venus de différentes caisses de retraite se sont rassemblés devant le GIE-ARRCO-AGIRC pour exiger le retrait de la dénonciation de leur convention collective. Plus de 10 000 salariés s'étaient déjà prononcés par pétition contre cette dénonciation.

En régions, dans de nombreux établissements, cette initiative a été soutenue par des arrêts de travail sur place.

Cette mobilisation s'est déroulée dans un contexte de division orchestrée par la CFDT, laquelle n'a pas hésité la veille à s'opposer ouvertement à la grève en affirmant que la Convention Collective Nationale n'était pas dénoncée.

C'est ainsi qu'un tract de ce syndicat, diffusé dans une caisse de retraite, titrait : « *Alors que FO et la CGT appellent à la grève le 24 mai, la CFDT estime qu'il est dangereux de s'engager dans cette voie, le dialogue étant toujours ouvert* ». Et de poursuivre plus loin : « *Mais la CFDT veut créer, tant que possible, les conditions d'un dialogue social. Nous ne voulons pas laisser passer la chance de reprise des négociations et nous ne voulons pas « mettre de l'huile sur le feu ».* »

Dénoncer une convention collective est un véritable coup de semonce contre les acquis sociaux. Mais, pour la CFDT, la grève est prématurée ! Il faut privilégier le « dialogue social » !

Pourtant ce fameux « dialogue social » a eu lieu puisque, pour rappel, les fédérations syndicales CGT, FO, CFDT, CFTC et CGC ont participé pendant

des mois à des négociations sur les classifications et rémunérations, lesquelles ont abouti à un projet d'accord intitulé « avenant n°9 ». Pendant des mois elles ont négocié sur la base d'un texte patronal qui programmait la baisse des rémunérations. C'est ce texte que la CDFT veut renégocier. Elle revendique un accord « gagnant-gagnant ». Mais comment un accord gagnant pour les patrons, pourrait-il l'être pour les salariés ?

Signé par la seule CGC, les fédérations CGT et FO suivies par la CDFT, ont fait valoir leur droit d'opposition pour empêcher son application. Les employeurs dénoncent alors la Convention Collective Nationale. (Voir notre précédent article dans *l'Internationaliste* n°66).

Si nous en sommes là, c'est précisé-ment parce que les fédérations syndicales n'ont jamais fait appel aux salariés durant les négociations pour les soutenir.

Aujourd'hui, aidés par la CFDT, les patrons reviennent à la charge. Ils ne sont pas contre la réouverture de négociations. Ils organisent des bilatérales, dont l'objectif est de diviser et passer des accords avec les syndicats, et proposent une nouvelle réunion le 2 juillet en pleine période de vacances. Négocier dans ce contexte, avec l'épée de Damoclès de la dénonciation sur la tête, c'est se lier les mains. Les employeurs ne lâcheront que des brouilleries. Céder au chantage des employeurs, au nom d'un éventuel abandon de la dénonciation de la Convention Collective, signer pour « éviter le pire » comme s'apprête sans doute à le faire

la CFDT, c'est renoncer à défendre les intérêts des salariés. Les patrons reviendront peut-être sur la dénonciation de la Convention Collective, mais on leur ouvre la porte toute grande à un démantèlement de nos acquis sociaux, à coups d'avenants.

Aujourd'hui, dans les caisses de retraite, c'est la CFDT qui vole au secours du patronat. Mais demain, il n'est pas dit que sous la pression de leur confédération respective les fédérations FO et CGT n'accompagnent, elles aussi, les plans des employeurs, toujours au nom « du dialogue social. »

Car, au niveau national, la CFDT, n'est pas seule sur cette ligne. On l'a vu lors des bilatérales organisées dès le lendemain de l'élection présidentielle par le nouveau gouvernement : les principaux leaders syndicaux des confédérations syndicales FO, CFDT, CGT ont répondu présents. Pourtant, ils le savent, ce même gouvernement prépare des attaques sans précédent contre le droit de grève, le code du travail, l'ensemble de nos acquis sociaux.

La seule garantie que cela ne se passe pas, c'est la mobilisation des salariés dans l'unité, avec les organisations syndicales, pour s'opposer à la remise en cause de nos acquis sociaux, y compris par la grève.

C'est la voie ouverte par les 700 salariés qui ont manifesté le 24 mai et les 10 000 signataires de pétitions pour exiger le retrait de la dénonciation de la convention collective nationale.

Marinette

Forum « Pour un Syndicalisme de Classe et de Masse » Paris, 26 mai 2007

Le 26 juin 2007, s'est tenu un « Forum pour un Syndicalisme de Classe et de Masse » réunissant 150 militants syndicaux. Des militantes syndicales des sections Belge (LCT – Ligue Communiste des Travailleurs), et française (GSI – Groupe Socialiste Internationaliste) de la LIT-QI, sont intervenues pour saluer cette initiative, y adhérer. Elles ont souligné l'importance de la bataille pour l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat et au patronat et la nécessité de mener ce combat à l'échelle européenne, en rupture avec la CES.

Nous reproduisons ici la résolution adoptée à cette occasion.

Résolution

Adoptée par 150 militants syndicaux rassemblés en « Forum pour un Syndicalisme de Classe et de Masse », le 26 mai 2007 à Paris, à l'initiative des collectifs syndicaux CL CGT, CUFSC, CGT-E DALKIA, CILCA, le Blog Où Va La CGT, la FSE Paris I-IV, avec le soutien du collectif CGT des Métallos du Nord.

Après avoir procédé à une analyse approfondie de la situation du mouvement social et syndical, les militants syndicaux réunis au Forum déclarent :

1. Renforcer la concertation et la coordination des pôles d'opposition et de résistance (syndicats de base, UL, UD de la CGT et d'autres syndicats, collectifs, militants) afin de constituer un **regroupement pour le syndicalisme de classe et de masse contre la collaboration de classe du « syndicalisme rassemblé », d'accompagnement des politiques capitalistes nationales, européennes et internationales.** Ce regroupement, **identifié par une adresse postale et une adresse électronique, a pour but de :**

- Redonner confiance aux travailleurs dans leur capacité d'action contre les agressions des patrons et de l'Etat capitaliste, pour la défense des acquis de 1936, 1945 et 1968, et pour la conquête de nouveaux droits.
- **Populariser l'arme de la grève comme moyen de lutte pour la défense des intérêts matériels et moraux immédiats des travailleurs, mais aussi pour ouvrir des perspectives anti-capitalistes**
- Renforcer le courant syndical de classe et de masse au sein des syndicats, jusqu'à la refondation d'une centrale ouvrière de lutte de classe, unifiée et démocratique, renouant avec les principes qui ont présidé à la création de la CGT
- Lutter contre la criminalisation de l'activité syndicale, des militants syndicaux et associatifs, pour la défense des jeunes poursuivis en justice suite aux diverses mobilisations.

2. Organiser une campagne nationale **contre la Sécurité Sociale Professionnelle, pour la défense du droit de grève, contre le contrat unique de travail**, et autres projets de SARKOZY et du MEDEF.

3. Renforcer la solidarité anti-impérialiste et d'exercer une vigilance accrue sur le syndicalisme international, notam-



ment vis-à-vis de CES et de la CSI, organisations auxiliaires de l'UE et de l'impérialisme.

4. Editer et de diffuser régulièrement un **bulletin de liaison** - en version papier et par voie électronique - pour :

- populariser les luttes et contribuer à organiser la solidarité militante et financière avec les travailleurs en grève
- favoriser la convergence inter-professionnelle des luttes, contre la dispersion des luttes encouragée par les directions syndicales collaboratrices de classe
- diffuser des matériaux d'analyse et d'éducation syndicale sur des bases de classe, des contributions et échanges entre collectifs et militants pour contrer le travail de déséducation marqué par l'esprit d'accompagnement et de capitulation.

5. Elaborer, avec les travailleurs en lutte (salariés en activité du privé et du public, privés d'emploi, retraités), une **plateforme syndicale** comme outil de défense des acquis et de conquête de nouveaux droits, mais aussi comme base d'un programme **revendicatif national et unificateur** des luttes pour défendre des intérêts et aspirations convergentes : salaires, conditions de travail, retraites, défense de l'emploi, lutte contre le chômage et la précarité, refus des licenciements, lutte contre le racisme, refus des privatisations, refus des guerres impérialistes.

6. **Organiser un second Forum du Syndicalisme de Lutte de Classe et de Masse avant fin 2007.**



Les tâches pour les révolutionnaires au Venezuela

La formation du *Parti Socialiste Unique du Venezuela* (PSUV), propulsé par le gouvernement de Hugo Chavez, est un des thèmes centraux de la réalité politique du pays et aussi du débat politique latino-américain. D'une part, dans une campagne orchestrée par l'appareil gouvernemental, deux millions de Vénézuéliens se sont déjà affiliés à ce parti, Chavez disant que son objectif est d'arriver à quatre millions d'affiliés. D'autre part, un débat intense est ouvert parmi les forces qui se revendiquent chavistes, concernant l'entrée au PSUV.

Comme une partie de ce processus, le *Parti de la Révolution et du Socialisme* (PRS) s'est divisé. Ce parti a été fondé, il y a quelques années, par des dirigeants syndicaux d'origine trotskyste qui, toutefois, revendiquent le chavisme. Un secteur, dirigé par Stalin Pérez Borges, a décidé d'entrer au PSUV alors qu'un autre, conduit par Orlando Chirino, a décidé de maintenir une organisation politique autonome. La division va sans doute se manifester aussi dans le *Courant Classiste Unitaire Révolutionnaire Autonome* (CCURA), une organisation syndicale liée à ce parti, ayant du poids dans l'*Union Nationale de Travailleurs* (UNT).

Il est évident que la décision d'entrer, ou non, au PSUV, met au premier plan bien plus que des conceptions théoriques. Elle soulève principalement des questions très concrètes : quelle caractérisation fait-on de Chavez et quel est le bilan de ses huit années de gouvernement ?

Pourquoi entrent-ils au PSUV ?

Dans la déclaration annonçant la déci-

sion d'entrer au PSUV, Stalin Pérez Borges et près d'une vingtaine de dirigeants du PRS, après avoir formulé quelques critiques, affirment: « *Il y a des centaines de milliers qui, même en voyant ces problèmes et ces luttes internes, font un pas en avant... vont aux réunions de promotion et aux rassemblements, défendent ses propositions... Ils veulent vraiment construire ce parti, comme un outil pour approfondir le chemin vers le socialisme. C'est la base*



du peuple, des travailleurs, des secteurs populaires et de la jeunesse, qui veut voir naître ce parti et ne permet pas que quelqu'un y fasse obstruction... Nous voulons maintenant accompagner ces milliers de compatriotes dans le PSUV, nous voulons combattre ensemble pour défendre un projet de parti socialiste, révolutionnaire et profondément démocratique, où il n'y a plus de place pour les nominations entre amis, pour les privilèges et pour les représentants de ces nouveaux riches de la "bourgeoisie bolivarienne", tous des grands dangers pour notre révolution. Allons au nouveau parti pour faire partie de l'immense force anti-impérialiste qui s'y retrouve, pour être l'avant-garde, afin que nous puissions tous avoir un militantisme conséquemment anticapitaliste... pour unir nos

forces avec tous ceux qui veulent ce parti afin d'approfondir la révolution vers un socialisme sans bureaucrates, ni corrompus, ni grands propriétaires terriens, ni patrons. »

Pour ces dirigeants, il faut entrer au PSUV pour mener la bataille, ensemble avec des milliers de militants ouvriers et populaires qui sont en train d'y entrer, pour que ce parti soit « *un outil pour approfondir le chemin vers le socialisme* », contre « *les nominations entre amis, les privilèges et les représentants de la nouvelle "bourgeoisie bolivarienne"* » qui sont « *les grands dangers qui menacent notre révolution* ». Le « *processus révolutionnaire vénézuélien* » se trouverait donc face à une croisée de chemins : un secteur (Chavez, des milliers de militants, les signataires de la déclaration) veut le faire avancer; un autre secteur (les privilégiés et la bourgeoisie bolivarienne) veulent le freiner. C'est le PSUV qui sera la scène de cette bataille, et ne pas y rentrer serait donc renoncer à mener la bataille.

Il est important de mentionner que plusieurs organisations trotskystes sont d'accord avec cette analyse, y compris certaines d'origine moréniste, comme le Mouvement Socialiste des Travailleurs (MST) argentin ou le Mouvement d'Unité Socialiste (MUS) brésilien (courant interne du Parti du Socialisme et de la Liberté - PSOL).

Une méthode qui tourne le dos à la réalité

La position de ces dirigeants représente une nouvelle mouture de la théorie du « *gouvernement à disputer* », créée par diverses organisations de gauche pour

(Suite page 11)

(Suite de la page 10)

soutenir le gouvernement de Lula au Brésil ou celui de Kirchner en Argentine : il est nécessaire d'y entrer pour soutenir les secteurs « progressistes » contre les « réactionnaires ». Dans le cas qui nous occupe, la proposition vise aussi le parti de ce gouvernement.

Pour nous, cette théorie est totalement erronée parce qu'elle est basée sur une erreur essentielle, celle de ne pas définir le caractère de classe du gouvernement hypothétiquement "en dispute". Il n'y a aucune difficulté pour définir ce caractère. Il suffit de poser la question : quelle est la classe sociale qui domine l'Etat vénézuélien avec Hugo Chavez ? Pourquoi, après huit années au pouvoir, n'a-t-il pas avancé dans une lutte conséquente contre le capitalisme et l'impérialisme, malgré sa rhétorique « socialiste » ? Pour nous, son gouvernement souffre d'un problème « génétique » qui l'empêche de le faire : c'est un gouvernement bourgeois, qui défend l'Etat capitaliste et les intérêts de la bourgeoisie.

Dans des éditions précédentes de Courrier International (février 2007), nous avons développé amplement ce point, qui est aussi analysé dans la déclaration de l'UST que nous publions plus loin. Il suffit de voir la politique chaviste dans des matières clef comme le paiement ponctuel de la dette externe (6 milliards de dollars en 2006), le contrôle de 40% de la production pétrolière par les grandes compagnies étrangères, la domination complète de ces entreprises dans des secteurs clef comme l'industrie automobile, la stagnation des salaires et du niveau de vie des travailleurs, l'entrée du Venezuela au MERCOSUR, etc. Un autre thème central est le renforcement permanent de l'armée bourgeoise comme base principale du gouvernement. Même les mesures plus progressistes, comme la nationalisation de l'une ou l'autre entreprise, utilisées comme excuse par beaucoup de courants pour soutenir le gouvernement de Chavez, sont des cas isolés et très limités, à travers l'achat au prix fort de paquets d'actions (quelque chose de totalement normal dans le système capitaliste).

Nous avons beau chercher, nous ne trouvons nulle part « l'avance vers le socialisme » (ou la possibilité d'y avancer) que le gouvernement serait en train de promouvoir. Il s'agit bel et bien d'un

gouvernement bourgeois, qui veut maintenir un pays dans le capitalisme. Qui plus est, ce gouvernement n'a même pas modifié le fait que le Venezuela soit une semi-colonie des puissances impérialistes, spécialement des Etats-Unis. C'est dans ce cadre qu'il faut donc analyser les véritables objectifs de la construction du PSUV.

Dans ce cadre, les chefs d'entreprise font de très bonnes affaires, ce qui pousse beaucoup d'entre eux à adhérer au chavisme. C'est le cas des millionnaires Marcos Zarikian (propriétaire de l'Hôtel Eurobuilding, considéré comme le principal magnat de l'industrie textile vénézuélienne), Alberto Vollmer (propriétaire de Ron Santa Teresa, une des principales chaînes de magasins industriels du pays), Víctor Vargas Irausquín et Víctor Gil Ramirez (propriétaires des banques Occidental de Descuentos et Fondo Común). Ils viennent de s'incorporer à l'organisation « Chefs d'entreprise Socialistes du Venezuela », présidée par l'ancien dirigeant d'Action Démocratique (AD), José Agustín Campos. Ces chefs d'entreprise et les représentants de la « bourgeoisie bolivarienne », comme Diosdado Cabello (gouverneur de Miranda et chef de la Direction Nationale du Mouvement de la Cinquième République, le MVR, devenu en peu d'années le propriétaire de plusieurs entreprises), seront les véritables propriétaires du PSUV.

Bonapartisme sui generis tardif

Pour nous, le gouvernement de Chavez peut être comparé avec ceux que Trotsky a défini comme « bonapartisme sui generis », bonapartisme un peu spécial. C'est-à-dire, des gouvernements qui représentent des bourgeoisies de pays arriérés qui cherchent le soutien du mouvement de masses pour essayer de compenser leur faiblesse face à l'impérialisme, afin de pouvoir exercer une pression sur ce dernier et obtenir ainsi une marge un peu plus grande d'« indépendance ». Des exemples de ce type ont été le PRI mexicain, le péronisme argentin, le MNR bolivien ou les courants nationalistes arabes, comme le nasserisme.

Trotsky lui-même indiquait que, même au moment de leur apogée, ces mouve-

(Suite page 12)

Un exemple historique

Le péronisme dans la décennie de 1940

Dans l'article principal de cette édition, nous mentionnons que la politique du gouvernement de Chavez ne représente aucune nouveauté historique et qu'elle ressemble à ce qu'ont été le péronisme argentin, le PRI mexicain ou les partis du nationalisme arabe, bien qu'avec de plus grandes limitations. Nous mentionnons aussi qu'une partie importante de sa politique a son origine dans la nécessité d'un contrôle de fer sur la mobilisation du mouvement de masses, pour éviter le débordement de celle-ci hors du cadre de l'Etat bourgeois, à travers l'étatisation des syndicats et la construction d'un parti centralisé de façon bureaucratique par le « chef ».

Une période de l'histoire argentine illustre clairement cet objectif d'une direction bourgeoise, de contrôler et de discipliner les masses. Le péronisme considère comme sa « date de naissance » le 17 octobre 1945, quand une mobilisation de masses a libéré le colonel Perón, à ce moment-là Secrétaire du Travail d'un gouvernement militaire, emprisonné par d'autres secteurs de ce gouvernement. La mobilisation avait été organisée par plusieurs dirigeants syndicaux, dont Cipriano Reyes, de l'industrie de la viande.

Postérieurement, ces dirigeants syndicaux ont formé le Parti Travailleuse, qui a été à la base de la première victoire électorale péroniste, en 1946. Mais après le triomphe, Perón, bien qu'ayant été le premier affilié du Parti Travailleuse, a dissout celui-ci et a créé le Parti Justicialiste, discipliné de façon rigide à sa direction personnelle. En même temps, il a emprisonné et a torturé plusieurs des principaux dirigeants du Parti Travailleuse qui se sont opposés à cette mesure, comme Cipriano Reyes lui-même, qui a été en prison pendant sept ans. Le fait est que, malgré l'appui loyal à la candidature et au gouvernement de Perón, le Parti Travailleuse représentait un dangereux processus d'organisation ouvrière indépendante.

D'autre part, la Confédération Générale du Travail (CGT) a été incorpo-

(Suite page 12)

(Suite de la page 11)

ments étaient incapables de mener une lutte anti-impérialiste à fond, étant donné leur caractère bourgeois, et que, tôt ou tard, ils finiraient par capituler. Ce pronostic a été pleinement confirmé par l'histoire du 20^{ème} siècle.

Dans le cas du chavisme, les conditions économiques et politiques actuelles du monde font que ces limitations sont encore bien plus grandes, avec beaucoup moins d'espace pour des « jeux nationalistes indépendants » de la part des bourgeoisies nationales. Les marges pour donner des concessions économiques aux masses sont, elles aussi, beaucoup plus petites. C'est ce qui explique pourquoi son combat anti-impérialiste est bien plus rhétorique que pratique, et pourquoi il n'a pas amélioré le niveau de vie de la population.

Le PSUV : un outil bourgeois pour contrôler les masses

Il y a toutefois un aspect de ce type de gouvernements qui reste d'actualité : dans leur tentative de s'appuyer sur la mobilisation de masses, ils « jouent avec le feu », parce qu'il y a le danger sérieux que cette mobilisation déborde vers un processus révolutionnaire indépendant qui met en question le cadre de l'Etat bourgeois. C'est pourquoi, ils ont la nécessité impérieuse d'exercer un contrôle de fer sur cette mobilisation et de construire des « digues de retenue » pour éviter ce débordement.

L'histoire nous enseigne que ces gouvernements emploient deux outils principaux. Le premier est la construction d'un parti totalement discipliné autour d'un « chef » avec des pouvoirs discrétionnaires et ses « délégués » nommés d'office. Il suffit de voir ce qu'ont été le péronisme, le PRI ou le nasserisme pour comprendre le critère avec lequel le PSUV est en train de se construire (voir l'article plus loin).

Il n'existe aucune possibilité que ce parti soit l'outil dans lequel peuvent se manifester, démocratiquement et de façon organisée, les aspirations de transformation sociale des masses vénézuéliennes. Ce parti se construit à partir de l'Etat pour obtenir précisément le contraire : contrôler les masses et les mettre dans un carcan. Appeler les masses à entrer au PSUV, cela n'a rien

à voir avec la promotion de la mobilisation autonome, cela contribue seulement à les enfermer dans le « pré carré bonapartiste » que la bourgeoisie est en train de mettre en place pour éviter, précisément, cette mobilisation. Et c'est encore pire, là où cet appel est fait au nom de l'« avance vers le socialisme ».

Disons, finalement, que le caractère bonapartiste de ces gouvernements les fait restreindre la démocratie en général. Un exemple de cela a été le vote parlementaire qui accorde « les pleins pouvoirs » à Chavez pour gouverner. Il n'y avait aucune raison pour justifier cette mesure, puisque le gouvernement a une majorité absolue dans le Parlement et peut approuver les lois qu'il veut. Il s'agit tout simplement d'une démonstration de discipline au « chef ».

Un autre sujet clef : l'autonomie syndicale

L'autre outil clef pour contrôler les masses est la transformation de la structure syndicale dans un appareil étatique totalement dominé par le gouvernement, par le biais de ses agents, sans aucune marge (ou avec des marges très faibles) de démocratie ouvrière. C'est pourquoi, Chavez a attaqué l'« autonomie syndicale » dans son discours au Théâtre Teresa Carreño : « *les syndicats ne doivent pas être autonomes, il faut en finir avec ça* ».

Le projet du chavisme est que l'UNT soit réduite à être seulement l'« extension syndicale » du gouvernement et de son parti, un outil d'appui à sa politique, en éliminant toute possibilité qu'elle devienne une véritable centrale des travailleurs. Cela fait partie de ce projet, qu'à l'intérieur de ce syndicat, il n'y ait aucun courant avec une certaine autonomie et des caractéristiques indépendantes, comme c'est le cas actuellement avec le CCURA. Toutes les discussions seraient résolues « de façon disciplinée » à l'intérieur du PSUV.

Jusqu'à présent, l'invité aux manifestations et aux réunions du PSUV, comme « représentant » de l'UNT, est Rubén Linares, de la Fédération du Transport, un des signataires de la déclaration que nous avons mentionnée. Bien qu'il ait été élu par la base de son syndicat comme un des « coordinateurs » de l'UNT, aucun organisme de la centrale ne l'a choisi pour exercer cette repré-

(Suite de la page 11)

sentation au Parti Justicialiste comme « branche syndicale », à côté de la « branche politique » et de la « branche féminine ». Tous les dirigeants syndicaux qui n'ont pas pu être cooptés dans le parti ou dans le gouvernement, et qui de ce fait maintenaient une certaine caractéristique d'indépendance (qu'ils soient de gauche ou bureaucratiques), ont été balayés des syndicats et de la direction de la centrale, et remplacés par une meute ultra corrompue d'agents inconditionnels du gouvernement.

Cela a été le cas, par exemple, avec la direction de gauche de la FOTIA (industrie sucrière de Tucuman), mise sous tutelle après une grève. Ou avec le dirigeant syndical Luis Gay (télécommunications), lui aussi fondateur du Parti Travailleuse, obligé de renoncer au secrétariat général de la CGT, en 1948, pour défendre l'« autonomie » de la centrale. En contrepartie, le plus grand exemple des « agents inconditionnels » du gouvernement a été José Espejo, un dirigeant à peine connu du syndicat de l'alimentation, qui a obtenu le poste de secrétaire général en 1949, et y est resté jusqu'au renversement du péronisme, en 1955. Une blague de l'époque disait que l'homme avait été élu parce qu'il était « un bon miroir du gouvernement ». ['Espejo' signifie 'miroir'].

Il nous paraît que l'actuelle situation vénézuélienne a des points communs avec celle de l'Argentine des années 1940. Fortifié par sa victoire électorale récente, Chavez a décidé d'avancer vers un contrôle de fer sur les syndicats. Quand il qualifie de "contre-révolutionnaires" ceux qui s'opposent à l'entrée au PSUV ou qui défendent l'« autonomie syndicale » de l'UNT, n'anticipe-t-il pas qu'il agira avec eux de la même façon que Perón avec Cipriano Reyes ?

sentation d'ensemble. D'autres coordinateurs avec représentativité et prestige, comme Orlando Chirino, et même Marcela Máspero (qui jusqu'à présent était une militante chaviste disciplinée, mais qui a commis l'« erreur » de s'opposer à l'une ou l'autre chose), n'ont pas été invités. Faut-il voir en cela un signe

(Suite page 13)

(Suite de la page 12)

précurseur de la politique du gouvernement de désigner d'office, à partir du PSUV, la future direction de l'UNT ? Est-ce cette méthode que défend Stalin Pérez, ainsi que Rubén Linares lui-même ?

Que faire maintenant ?

Ce débat théorique et politique a un objectif très concret. Il s'agit de définir quelles tâches doivent propulser maintenant les militants ouvriers révolutionnaires au Venezuela. En ce sens, nous voulons résumer brièvement nos propositions :

- Nous défendons le droit de toutes les organisations ouvrières et populaires de rester hors du PSUV, sans pour cela être « punies » par le gouvernement. Ces organisations ne peuvent pas être obligées de s'affilier au PSUV.
- La défense de l'« autonomie syndicale » est particulièrement importante. Les syndicats doivent être des travailleurs, et non du gouvernement et du PSUV. Nous sommes pour la construction d'une UNT autonome, qui soit un véritable outil de lutte de la classe ouvrière. En ce sens, nous croyons qu'il faut faire une nouvelle assem-

blée plénière du CCURA, qui revienne sur la résolution de janvier d'entrer au PSUV.

- Le PSUV sera le parti bourgeois d'un gouvernement bourgeois. C'est pourquoi, les travailleurs vénézuéliens doivent construire leur propre parti, une organisation qui soit un véritable outil d'indépendance politique, face aux organisations de la bourgeoisie et, en particulier, face au gouvernement chaviste et au PSUV.

- Il faut mettre en chantier l'élaboration un programme de mesures anticapitalistes et anti-impérialistes, dont l'application entame le véritable chemin vers le socialisme. Par son caractère bourgeois, il est impossible que le gouvernement de Hugo Chavez puisse appliquer ce programme et ces mesures. Il n'y a qu'un véritable gouvernement des travailleurs et du peuple vénézuélien qui pourra réellement les faire avancer.

- Pour promouvoir ces tâches à fond, il faut construire au Venezuela un parti socialiste révolutionnaire, qui soit disposé à mener cette lutte jusqu'au bout. En ce sens, le premier pas est d'élaborer un programme d'opposition et de lutte,

contre le gouvernement de Chavez et son faux socialisme, qui favorisent l'impérialisme et les bourgeois vénézuéliens et attaquent la classe ouvrière.

Nous sommes certains que, dans plusieurs de ces tâches, nous combattons ensemble avec plusieurs dirigeants qui ont refusé d'entrer dans le PSUV. Mais nous devons être clairement conscients qu'il s'agit de luttes contre le gouvernement lui-même et contre la politique qu'il applique dans chacun de ces domaines.

Nous sommes conscients du fait que Chavez est actuellement soutenu par la majorité des masses vénézuéliennes, qui le voient comme « leur gouvernement ». En ce sens, nous considérons comme pleinement d'actualité l'orientation de Lénine, en avril 1917, face à un gouvernement bourgeois qui disposait aussi d'un grand appui des masses. En reprenant ses mots, nous pouvons dire que la tâche principale, « *tant que nous serons en minorité* », est « *d'expliquer patiemment aux masses la fausseté complète de toutes les promesses* » de Chavez (concernant la marche vers le socialisme), afin qu'elles comprennent « *la nécessité que tout le pouvoir passe aux mains* » de la classe ouvrière.

Déclaration de l'UST

Nous sommes des travailleurs et nous n'allons pas au PSUV

Nous reproduisons la déclaration émise, le 8 avril 2007, par l'Unité Socialiste des Travailleurs (UST) du Venezuela. L'UST est née dans une assemblée plénière qui a eu lieu en août 2006 et elle prépare actuellement son congrès de fondation. Elle regroupe des militants et des cadres provenant de différentes expériences trotskystes et de gauche, dont les militants de la LIT-QI dans le pays.

Nous, qui nous constituons comme Unité Socialiste des Travailleurs, nous sommes tous des révolutionnaires, des travailleurs, et nous avons décidé de ne pas aller au PSUV. Pourquoi nous n'y allons pas ? (...)

Nous devons analyser le Mouvement de la Cinquième République (MVR) et les autres partis au gouvernement.

Le PSUV n'a pas encore été créé formellement, et il y a beaucoup de questions auxquelles on ne peut répondre qu'en analysant les caractéristiques du Mouvement pour la Cinquième République (MVR), PODEMOS, Patrie Pour Tous (PPT), le Parti Communiste Vénézuélien (PCV). (...) Ce sont des partis qui soutiennent les riches et appliquent une politique économique qui favorise ceux-ci, au bénéfice de la bourgeoisie et au détriment des travailleurs et du peuple. (...)

Les **entreprises transnationales de l'automobile** sont exemptes du paiement de la TVA dans toute la chaîne de production, grâce au Programme Venezuela Mobile.

Les **propriétaires des banques**, nationales ou étrangères, n'ont pas à se plaindre : les affaires avec les Bons du Trésor argentin, les Bons du Sud et les Bons de PDVSA ont permis et permettent aux banques des profits fabuleux.

(Suite page 14)

(Suite de la page 13)

Les **banquiers internationaux** sont très satisfaits, étant donné que le Venezuela fait des paiements anticipés de la dette externe.

Le **secteur agricole** a obtenu l'exonération de la TVA dans la production, le transport, la distribution et la commercialisation, de même que les producteurs de viande et autres secteurs alimentaires. C'est un grand cadeau à ce secteur de la bourgeoisie, plus que le double de ce qui est destiné comme budget pour les projets de logements et de développement urbain.

Analysons maintenant les **nationalisations** : nous considérons très important que les secteurs de la téléphonie, de l'électricité et du pétrole retournent au contrôle national, mais cela a regrettamment été « une bonne affaire » pour les entreprises impérialistes. Pourquoi personne n'a-t-il vu le patronat yankee dénoncer les nationalisations ? Ce qu'on a vu, c'est plutôt que les Yankees étaient contents de quitter le pays, comme c'est le cas de l'exécutif de l'entreprise électrique de Caracas qui disait : « *Cela a été une des meilleures affaires durant ces dernières années* ».

Le MVR & Cie font de petites concessions aux travailleurs

Après huit années dans le gouvernement, nous devons faire un bilan sur les avancées que le MVR a obtenu en matière de conquêtes pour les travailleurs. Beaucoup de camarades honnêtes nous disent : « regarde les Missions, les bourses ». Expliquons ce que nous disons :

Le **chômage** n'a pas diminué. Les statistiques sont en baisse et les colporteurs augmentent.

Les **bidon-villes** prolifèrent autour des grandes villes, et la politique du logement est une catastrophe. En 2006, le Ministère du Logement n'a même pas pu construire 34.000 logements.

La **politique salariale** favorise seulement le profit des chefs d'entreprise. Le panier d'aliments de base à lui seul coûte plus que le salaire minimal.

Le **salaire minimal** de nos jours ne garantit pas le panier alimentaire, sans parler du panier des besoins élémentaires de 1.400.000 bolivars (700 dollars).

Une **inflation** annuelle de 18% corrode les salaires.

Les **Contrats Collectifs**. Le MVR est le pire patron du pays : les travailleurs du Mercal sont déjà presque 2 ans sans contrat; les employés publics, 4 ans; ceux de l'INCE, 9 ans, et les travailleurs du Ministère du Travail lui-même, 16 ans ! (...) Beaucoup s'imaginent que les travailleurs pétroliers gagnent de hauts salaires, mais un travailleur de la dotation fixe de PDVSA gagne moins de 150.000 bolivars par semaine (moins de 70 dollars).

D'autre part, on observe une **offensive contre le mouvement ouvrier**. Le samedi 24/03, il y a eu un rassemblement important au Théâtre Teresa Carreño pour la construction du PSUV. Le discours de Hugo Chavez a été clair, limpide et direct : « *les syndicats ne doivent pas être autonomes, il faut en finir avec ça* ».

Chavez se permet d'insulter les dirigeants syndicaux sans broncher : « *J'ai beaucoup d'amis dirigeants syndicaux, mais ils se battent entre eux, l'un par ici, l'autre par-là. Je ne les reçois pas, aussi longtemps qu'ils ne seront pas unis.* »

(...) **L'autonomie syndicale** signifie avoir le courage de dénoncer que l'Etat vénézuélien est un patron très mauvais, étant donné qu'il embauche des travailleurs sans garantie de travail, comme n'importe quel gars propriétaire d'un magasin (...). S'il n'y a pas d'autonomie syndicale, qui combatta alors pour le salaire des employés publics, qui s'opposera aux vexations dont ils font l'objet ?

Le PSUV naît sous le signe du club d'amis

Lors du rassemblement au Théâtre Teresa Carreño, il a été possible de voir comment fonctionnera le futur PSUV. L'entrée était **réservée aux chers amis**. Les mêmes politiciens que les masses commencent à répudier, étant donné leur enrichissement rapide et inexplicable, étaient présents sans avoir été élus par personne.

Les secteurs de l'UNT qui sont critiques envers la politique économique et salariale du gouvernement, n'ont pas pu entrer. Les camarades de la Force Socialiste de Professionnels, Techniciens et Intellectuels non plus. (...) S'ils n'ont

pas pu participer à la fête, ils ne pourront pas non plus participer au débat du programme et de la composition de la direction ou à d'importantes délibérations. Ce sera un parti en plus, où il nous sera permis de participer avec notre vote mais pas avec nos idées.

La majorité de la gauche marche vers le PSUV de façon allègre et irresponsable

(...) Il y en a qui marchent la tête basse et d'une façon résignée, d'autres joyeusement. Pourquoi la gauche vénézuélienne agit-elle de cette manière ? (...) Serait-ce la première fois que ce problème se pose pour notre classe ? (...) Les maîtres de la classe ouvrière, Marx, Lénine et Trotsky, entre autres, ont étudié déjà à fond ces processus et ont recommandé à la classe ouvrière de maintenir son « indépendance politique ».

Le problème le plus grave est que la gauche vénézuélienne est devenue tellement opportuniste, que la valse des cadeaux qu'on est en train de distribuer aux transnationales, aux banquiers, aux industriels et à la bourgeoisie agricole, ne fait même plus l'objet de commentaires. La gauche marche allègrement vers le parti qui continuera à appliquer ces politiques.

Cela suffit

(...) Comme travailleurs, nous devons faire clairement le constat que cela fait 8 ans de gouvernement déjà, qu'on n'a pas résolu le problème du chômage et de la pauvreté, et qu'en même temps, il y a un gaspillage du revenu pétrolier en faveur de la bourgeoisie.

(...) Certains nous diront qu'agir et penser ainsi, c'est faire preuve de sectarisme, qu'il faut accompagner l'expérience et la conscience des masses. Nous répondons que celui qui fait de la politique à partir de la conscience des masses, finit toujours, et inévitablement, par capituler au retard de celle-ci (...). D'abord l'indépendance de classes, ensuite celle de la conscience.

En ce sens, nous considérons comme une erreur la lettre qu'a envoyé un groupe de camarades dirigeants syndicaux de la CCURA (www.aporrea.org, 27/03/07) au Président Chavez concernant le « manque d'autonomie des syn-

(Suite page 15)

(Suite de la page 14)

dicats ». Cette lettre ne dit rien de la politique économique du chavisme. Comment les masses peuvent-elles arriver à tirer leurs conclusions politiques, et à avancer dans leur conscience, si leurs dirigeants ne disent pas toute la vérité ? Un autre problème grave est que la lettre part de la supposition que le gouvernements et les travailleurs se trouvent dans le même camp, comme si cette société n'était pas divisée en classes.

La lettre dit aussi que : « nous défendons le droit des travailleurs de faire de la politique et de se joindre au PSUV » et que « nous ne voyons pas de contradiction entre construire le PSUV et soutenir la révolution ». Quand les milliers de travailleurs des services publics, les travailleurs du secteur pétrolier, ou les retraités de CANTV commencent à faire leur expérience avec ce gouvernement et voient que leurs dirigeants demandent d'entrer au PSUV, ils peuvent penser, de manière

erronée, que « maintenant les choses vont changer, il ne s'agit déjà plus du vieux MVR, il s'agit du nouveau PSUV ». Ceci aide-t-il au développement de leur conscience ?

(...) C'est pourquoi, la première mesure à prendre est d'être conséquents avec le congrès constitutif du CCURA, qui a approuvé, dans la résolution sur « l'UNT dont nous avons besoin, nous les travailleurs », que « les organisations syndicales doivent être indépendantes et autonomes par rapport à l'impérialisme, l'Etat, le gouvernement, les patrons et les partis politiques ».

Un front de gauche est nécessaire

L'UST, un groupement de révolutionnaires et défenseurs inconditionnels de l'indépendance politique de la classe ouvrière, de l'unité syndicale indépendante et autonome, considère qu'il y a différents groupes avec des orientations semblables dans le pays. Nous ne croyons pas que ces groupes ont indivi-

duellement la force pour imposer un plan économique des travailleurs. Mais, si nous rassemblons nos forces, nous pouvons arriver à construire un grand front de gauche et avancer dans l'organisation indépendante des travailleurs. (...)

L'autre alternative est d'entrer au PSUV et de se soumettre à sa politique économique en faveur des capitalistes, de maintenir un silence complice face à l'occupation de Haïti, de se soumettre à la volonté des gouverneurs qu'on connaît, des maires et des députés, de se soumettre à un parti sans démocratie interne, déjà depuis ses actes constitutifs.

Nous considérons que ce n'est pas le chemin à suivre, et nous appelons les camarades du CCURA qui ont signé la lettre mentionnée à rompre avec le PSUV et, qu'ensemble, nous construisions l'outil politique indépendant dont la classe ouvrière vénézuélienne a besoin.

Les troupes européennes d'occupation en Iraq, en Afghanistan et au Liban doivent rentrer à la maison !

Une campagne est en cours impliquant des comités contre la guerre, des partis, des personnes et de associations de tous les pays d'Europe (en particulier, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, l'Angleterre et la France). Cet appel est déjà signé par des personnalités du monde de la culture, des arts, du journalisme et des syndicalistes, militants des mouvements de lutte. En France, le Groupe Socialiste Internationaliste (GSI) se mobilise pour élargir cette campagne européenne de signatures et pour organiser des initiatives dans le cadre de celle-ci. Signez sur : http://www.gsi-litqi.org/linter/an-2007/169-retour_troupes.html

Des unités militaires de différents pays européens font partie des troupes d'occupation en Iraq, en Afghanistan et, maintenant, aussi au Liban.

Les contingents européens qui restent en Iraq, en premier lieu les britanniques, jouent l'indigne rôle de forces auxiliaires des troupes des Etats-Unis, embourbées dans une guerre coloniale qui provoque des souffrances insupportables au peuple irakien. Les troupes européennes en Afghanistan, faisant face violemment à une rébellion armée qui croît de jour en jour, se consacrent à couvrir l'arrière-garde de l'armée américaine, qui ne peut pas distraire ses forces de la guerre d'occupation de l'Iraq.

Cette intervention européenne a comme principal objectif d'obtenir qu'une partie du butin de pétrole et de richesses naturelles de la région aille remplir les caisses des grandes entreprises multinationales européennes.

Dans le cas du Liban, on nous a dit que l'intervention militaire européenne ne poursuit pas autre chose qu'assurer la paix et aider le peuple libanais martyrisé. Nous nous sommes toujours demandé pourquoi, si tel était l'objectif, les troupes européennes n'ont pas été installées en territoire israélien. Après tout, c'est Israël qui a violé les frontières du Liban et a

attaqué le peuple de ce pays avec une brutalité génocidaire. La presse a laissé filtrer, en outre, les Règles Opérationnelles d'Engagement (ROE) approuvées par l'ONU pour les troupes de la FINUL et qui « permettent l'utilisation de la force létale, pour empêcher ou éliminer des activités hostiles, y compris le trafic illégal d'armes, de munitions et d'explosifs dans le secteur de responsabilité de la FINUL ». En passant des mots aux faits, la FINUL a fait savoir le 8 octobre dernier « qu'elle installera des contrôles de route et procédera à la réquisition d'armes, si l'armée libanaise n'est pas capable de le faire ».

C'est-à-dire que le véritable objectif de l'intervention militaire européenne au Liban, coordonnée avec les Etats-Unis, est de procéder au désarmement de la Résistance. Cette intervention sert, en même temps, à couvrir le dos de l'armée israélienne, laquelle peut confortablement concentrer ses forces à des opérations génocidaires en Gaza et en Cisjordanie.

Face à la gravité de la situation, et au nom de la paix et de la fraternité entre les peuples, les soussignés exigent des gouvernements de l'UE le retrait immédiat des troupes européennes de l'Iraq, de l'Afghanistan et du Liban.

Les impérialistes US, hors de Madrid !

Le texte qui suit est celui d'un appel de front unique large rassemblant syndicats, partis et associations contre la venue de C. Rice, secrétaire d'état de l'impérialisme US, à Madrid le 1er juin dernier. Ce document a été signé par le PRT-IR et LI, respectivement section officielle et section sympathisante de la LIT-QI en Espagne.

Condoleezza Rice, la secrétaire d'état des Etats-Unis d'Amérique, viendra à Madrid le 1er juin. Ce sera la première visite officielle d'un haut représentant de l'administration Bush depuis que les peuples d'Espagne, dans une manifestation sans précédent, ont dénoncé l'invasion et l'occupation de l'Irak, et la participation de l'armée espagnole dans le conflit. La décision du gouvernement de Zapatero de retirer les troupes espagnoles d'Irak a été une conséquence directe de la pression et du rejet populaires par rapport aux guerres impérialistes.

Depuis lors, la subordination du gouvernement espagnol à l'impérialisme américain n'a pas diminué mais a adopté une approche différente.

Ainsi, le gouvernement a immédiatement augmenté la participation de l'Espagne en Afghanistan, sous la commande de l'OTAN, intensifiant la coopération militaire et politique avec les Etats-Unis à travers la formation de soldats et de policiers du gouvernement « fantôme » de l'Irak, face à la résistance légitime des irakiens. On trouve un autre signe clair de l'engagement avec l'OTAN et l'UEO (Union d'Europe Occidentale) dans le budget de l'Etat pour 2006-2007 où l'augmentation du budget pour la dépense militaire est la plus élevée, mais également la constante expansion des bases militaires des USA dans le territoire espagnol, et surtout le maintien du traité bilatéral honteux entre l'Espagne et les USA.

La participation importante de troupes espagnoles dans l'occupation du Liban - cachée une fois de plus sous le masque humanitaire d'une « intervention de maintien de la paix » - s'adapte parfaitement aux besoins d'Israël (l'état agresseur) de bloquer le développement de la résistance libanaise tout en lui permettant de continuer le massacre affreux des palestiniens.

D'un plus large point de vue, la force militaire de l'Espagne commandée par

l'OTAN sert les intérêts stratégiques du contrôle militaire d'une région dont l'Irak est la clé, et où le pillage des ressources naturelles effectué par les multinationales s'oppose à la volonté déterminée du peuple arabe de résister.

La visite de Condoleezza Rice le 1er juin prochain à Madrid, présentée comme un triomphe important par le gouvernement espagnol (qui obtiendra par conséquent le soutien de l'empire), est une insulte aux peuples d'Espagne et aux habitants de Madrid. Maintenant que les projets impérialistes sont battus par la résistance irakienne, alors que les protestations se multiplient à l'intérieur des USA, dans les pays arabes, en Amérique latine et ailleurs, le gouvernement espagnol se prépare à honorer l'un des plus hauts représentants du gouvernement de Bush, et à se prosterner devant lui.

Les discours publics de Zapatero et de Condoleezza Rice contre le terrorisme ne peuvent cacher la longue histoire de terreur des gouvernements USA contre des peuples du monde, un terrorisme qui a atteint son sommet avec l'enlèvement et la torture de 500 personnes à Guantánamo, la libération de Posada Carriles (un terroriste condamné bien connu en Amérique latine), ou l'arrestation de 5 citoyens cubains qui essayaient d'éviter des attentats de l'extrême droite cubaine contre leur pays.

En dépit de ses rapports publics, il n'y a aucun doute sur le fait que C. Rice vient à Madrid pour exiger d'augmenter les efforts militaires de l'Espagne en Afghanistan, au Liban, pour une stratégie qui désigne l'Iran et la Syrie comme prochaines cibles. C. Rice arrive à Madrid quelques jours avant la réunion du G-8 à Heiligendamm, en Allemagne ; elle fera face à de fortes protestations menées par les organisations sociales dont nous faisons partie et qui dénoncent l'exploitation des peuples, la destruction de l'environnement et la domination militaire pratiquée par les pays riches et puissants dirigés par les USA.

Le peuple de Madrid doit montrer son rejet total à la douleur et à la dévastation provoquées par ceux qui commandent un capitalisme avide. Le sentiment populaire contre les guerres et de soutien à la résistance des peuples doit être clairement énoncé le premier juin, lors de cette visite d'un des représentants majeurs de la sauvagerie capitaliste.

Condoleezza RICE, rentre à la maison !

Contre toutes les guerres impérialistes !

Retrait complet des troupes étrangères d'Irak, d'Afghanistan et du Liban !

**NON À L'OTAN,
DEMANTELEMENT DES
BASES MILITAIRES !**

**Organisations qui ont signé
ce manifeste :**

Alianza de Intelectuales Antiimperialistas, Alternativa Sindical de Trabajadores, Asociación Pablo de , ATTACC, co.bas, Coordinadora Sindical de Madrid, Corriente Roja, Cristianos por el Socialismo, Izquierda Castellana, Espacio Alternativo, PCPE, CJC, Partido Humanista, Plataforma Sierra Norte, Estrella Roja, Ateneo Republicano de Vallekas, Colectivo Ciudad Lineal Por , Asamblea de Alcorcón por , Mayores Ecologistas de Ciudad Lineal, Coordinadora de Solidaridad con Cuba de Madrid, **PRT-IR**, CGT, Comité de Solidaridad con Árabe, Comunistas 3, Agrupación Universitaria Carlos Marx, CAUM, Repercusión, **Lucha Internacionalista**, CEOSI-Madrid, Agrupación del PCE de Fuencarral-El Pardo, Los Verdes de , Candidatura Comunista por el Progreso de Aranjuez, Asociación por la verdad sobre el 11 de septiembre, Confederación STES- Intersindical, Cristianos de Base, Asociación 26 de julio, Comité de Madrid por la libertad de los 5.

Fête de Lutte Ouvrière-mai 2007 : Forum de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

Les sections européennes de la LIT-QI disposaient d'un stand à la cité politique de la fête de Lutte Ouvrière du 26 au 28 mai dernier. Vous avez été nombreux à rencontrer des militants venus de Belgique, d'Italie et d'Espagne et, bien entendu, ceux du GSI.

Deux forums étaient organisés dans le cadre de cette fête.

Samedi 26 mai, le PdAC, la section italienne de la LIT-QI, a présenté le thème : "*Italie : Refondation Communiste vote la guerre militaire et sociale de Prodi. Quelle alternative pour les travailleurs ?*".

Dimanche 27 mai, le PRT-IR, section espagnole de la LIT-QI, a présenté le thème : "*Le Venezuela de Chavez : en marche vers le socialisme ?*".

Malgré une météo particulièrement capricieuse, les deux forums, qui touchaient à des sujets d'une brûlante actualité, ont connu un franc succès.

Participation du Parti d'Alternative Communiste (PdAC), section Italienne de la LIT-QI Intervention du camarade Alberto Madoglio

Chers camarades, lors de cette intervention j'essaierai d'expliquer l'évolution de la situation politique italienne, suite à un an de gouvernement de centre gauche.

Le caractère bourgeois et anti-ouvrier de l'*Unione* (coalition qui a remporté les élections législatives d'avril 2006) est évident depuis le début, tant par la prédominance des partis ouvertement bourgeois en son sein, c'est-à-dire la Marguerite (ex démocrates chrétiens) et DS (les Démocrates de Gauche, ex PCI [Parti Communiste Italien]), que par le programme avec lequel ils se sont présentés aux électeurs. Il s'agit d'un programme d'attaques contre les conquêtes ouvrières et les services publics (santé, éducation et retraites), de précarisation du travail, de baisse des salaires ; un programme réaffirmant la nature impérialiste de la politique italienne. La participation de l'Italie à toutes les soi-disant missions de paix (Balkans, Afghanistan, et Liban) et l'expansion vers l'étranger des plus grands groupes capitalistes italiens (banques, assurances, entreprises pétrolières et électriques, industries comme FIAT et Finmeccanica) constituent des preuves évidentes du caractère bourgeois.



Pour étayer ce que je suis en train d'affirmer, je rappelle que, lors des élections primaires pour désigner le candidat du centre gauche, les plus grands banquiers et industriels italiens ont participé au vote, comme pour montrer que le programme du

gouvernement garantissait leurs intérêts. Ils ont ainsi prouvé le peu d'importance qu'ils accordaient à la présence dans la coalition de Refondation Communiste. Laquelle Refondation, déjà à cette époque, s'était réservé le rôle de garant de la paix sociale, aux côtés de la bureaucratie syndicale.

Une fois formé, le gouvernement dirigé par Prodi a appliqué les recettes

contenues dans son programme. En juillet 2006, les coupes budgétaires de 7 milliards d'euros, pour permettre à l'Italie de satisfaire aux critères de convergence du traité de Maastricht, n'ont constitué qu'une entrée en matière. Aussi, au cours de l'automne, le gouvernement a opéré des coupes supplémentaires pour près 30 milliards d'euros, les plus importantes de ces 15 dernières années. Les salaires des travailleurs ont ainsi été sévèrement touchés, en particulier les plus bas, des baisses justifiées par une arnaque. En effet, si les impôts d'Etat n'ont pas augmenté directement à cause des transferts de compétences aux collectivités locales (municipalités et régions), les impôts locaux ont, eux, fortement augmenté. Toutes ces mesures, liées à l'augmentation progressive des tarifs des transports publics et des services sociaux en général, font que la crise de l'économie italienne est, une fois de plus, payée par les travailleurs.

D'une certaine manière, ce fut amusant de lire dans les pages de *Liberazione*, le journal de Refondation Communiste, des articles expliquant aux travailleurs que, pour la première fois

(Suite page 18)

(Suite de la page 17)

depuis des années, le gouvernement défendait leurs salaires, au moment même où le ministre de l'économie, Padoa Schioppa, ancien membre de la direction de la BCE [Banque Centrale Européenne], affirmait que seules les grandes entreprises avaient tiré profit des politiques du gouvernement.

De fait, aucune des propositions défendues par Refondation Communiste pendant la campagne, même les plus minimales, ne s'est réalisée. La loi 30 n'a pas été abrogée. Cette loi supprime de fait les garanties de stabilité des emplois en les remplaçant par de nouveaux contrats de travail qui laissent les travailleurs à la merci des employeurs, sans droits syndicaux et avec des salaires de misère.

La revendication d'une norme pour garantir des droits aux unions de fait, c'est-à-dire les couples formés par des personnes non mariées, a été mise en échec par une alliance ultra réactionnaire allant des hiérarchies de l'église et du Vatican jusqu'au centre droit, en passant par les secteurs catholiques intégristes de *l'Unione* (secteurs appelés « teo dem » pour ne pas être assimilés aux néo-conservateurs américains, desquels en réalité rien ne les différencie). Ainsi se poursuit le processus de privatisation des biens et des services jusqu'alors assurés par l'Etat (grâce aux luttes ouvrières de ces dernières décennies).

Dans cette situation où le caractère réactionnaire de la politique italienne s'accroît, il manque une opposition de classe à la bourgeoisie. Nous assistons à une profonde mutation et à une réorganisation des formations politiques traditionnelles, mais dans un sens qui ne cherche en aucun cas à s'opposer au gouvernement en place. La Marguerite et les Démocrates de Gauche ont mis en place un outil qui devrait permettre la création du Parti Démocratique, l'année prochaine. L'objectif de cette nouvelle formation est de doter le grand capital d'une représentation politique stable et organique en rompant définitivement, pour ce qui est des Démocrates de Gauche, avec l'aile du parti qui

représente une tendance social-démocrate. Ce sera certainement un chemin semé d'embûches, non pas parce qu'il y aurait des différences stratégiques sur les intérêts à représenter, mais parce qu'il est difficile de savoir lequel des deux



appareils sortira vainqueur d'un tel processus.

En réponse à ce projet politique, d'autres sont en train de naître. La gauche de DS est sortie du parti lors du dernier congrès qui s'est tenu il y a un mois, et elle propose de construire un parti social-démocrate. Ce secteur n'a pas rompu pour des différences de fond sur la politiques à suivre – son leader, Musi, reste ministre du gouvernement Prodi – mais pour la nécessité de préserver un espace politique qu'il n'aurait pas eu dans la nouvelle formation.

Refondation Communiste, de même que le Parti des Communistes Italiens (parti d'inspiration Togliattienne classique [Togliatti était un des principaux dirigeants du PCI, très proche de Staline jusqu'à sa mort]) et des secteurs des verts, participeront au processus qui débouchera sur un nouveau parti. Parmi ces partis, c'est celui de Bertinotti qui paie le plus cher sa participation au gouvernement. Le fait d'avoir atteint ce pourquoi le Parti de Refondation Communiste fut créé en 1991 est en train de produire d'importantes conséquences : le nombre de ses adhérents a chuté de 50% l'année dernière, ses cercles et ses fédérations n'ont la capacité de réaliser aucun type d'activité politique. Ses dirigeants sont régulièrement rejetés

par les travailleurs qui avaient eu des illusions sur les capacités des "communistes" à déterminer les choix du gouvernement : devant les grilles des usines de FIAT, le secrétaire Giordano et le ministre Ferrero ont été sifflés par les ouvriers, alors qu'ils essayaient d'expliquer pourquoi il était important que la Refondation Communiste participe au gouvernement Prodi ; Bertinotti, désormais président de la chambre des députés, a connu le même sort à l'université de Rome, où il a été sifflé par les étudiants, les collectifs de gauche et le PdAC [Parti d'Alternative Communiste, section italienne de la LIT], alors qu'il recevait les félicitations des étudiants et des professeurs de *Communion et Libération*, une organisation catholique

des plus réactionnaires.

Le choix d'adhérer à la nouvelle formation social-démocrate est une tentative, pour Refondation Communiste, d'éviter une fin désastreuse. Cependant, en soutenant le gouvernement bourgeois, le nouveau parti politique ne sera pas l'allié des travailleurs mais leur farouche ennemi, le classique agent de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.

Et la minorité de Refondation Communiste ?

Le groupe appelé « essere comunista » (être communiste), qui affiche une certaine orthodoxie dans son nom, constituait dans les faits l'aile droite du Parti de Refondation Communiste. Aujourd'hui, ce groupement a éclaté en mille morceaux et presque tous ses dirigeants ont réintégré la majorité de Bertinotti.

Les représentants italiens du Secrétariat Unifié [organisation internationale dont la LCR est la section française] ont eu, pendant quelque temps, les honneurs de la presse parce qu'un de leurs sénateurs, Turigliatto, s'était abstenu lors du vote d'une motion de gouvernement qui réaffirmait la politique impérialiste de l'Italie (financement des missions en Afghanistan et confirmation de la

(Suite page 19)

(Suite de la page 18)

construction d'une nouvelle base militaire américaine à Vicenza, quelques jours après une manifestation de protestation à laquelle avaient participé 200 000 personnes venues de toute l'Italie). Il a été exclu du parti, pour cette raison.

Ensuite, ce qui aurait pu être l'occasion d'une condamnation publique du caractère militariste et anti-ouvrier du gouvernement et de la trahison de Refondation Communiste, s'est transformé en farce, l'héroïque sénateur Turigliatto s'étant empressé de préciser que son vote se rapportait à un simple fait du gouvernement et qu'il n'aurait jamais fait tomber ce dernier. Ceci a été dûment prouvé quelques jours plus tard, quand le gouvernement a demandé à la chambre des députés un nouveau vote sur un programme de 12 points, programme réaffirmant les décisions prises et annonçant de nouvelles actions au nom de la « modernisation du pays », en réalité une attaque encore plus franche contre les travailleurs et les classes populaires.

Si Refondation Communiste devait se dissoudre dans un nouveau regroupement politique, il est probable que les héritiers de Maitan [un des dirigeants historiques du Secrétariat Unifié en Italie] en créeront un autre, mais ce, en tant que gauche des Démocrates de Gauche et non pas pour faire une opposition à Prodi, à qui ils ont garanti un appui externe afin de défendre les exigences de leur appareil. Ce parti revendiquant le « bertinottisme des origines » ne créera que la énième organisation centriste de droite, une organisation qui survivra peut-être mais ne se disposant en aucun cas à répondre aux exigences de millions de prolétaires.

C'est en ayant à l'esprit cette nécessité historique que nous, ancienne minorité de la gauche du Parti de Refondation Communiste, avons rompu avec ce parti en avril 2006 et avons créé le PdAC en janvier de cette année. Il ne s'agit pas d'une décision prise à la légère, nous n'avons pas rompu avec Refondation Communiste par désillusion ou amertume vis-à-vis de son choix gouvernemental.

Pour nous, il était clair qu'avec la création d'un nouveau parti social-démocrate, il manquerait une opposi-

tion de classe en Italie, telle celle qui avait été exercée (certes, de manière confuse et faussée), pendant 18 ans par Refondation Communiste. Pour nous, il était également clair que la tâche des révolutionnaires consiste en construire un parti réellement communiste, comme il n'en existe plus en Italie depuis 80 ans. C'est un chemin difficile : si, d'un côté, la trahison de Refondation Communiste laisse de grands espaces politiques pour les révolutionnaires, d'un autre côté, nous savons que cette situation crée de la démoralisation et une tendance à la passivité parmi la classe ouvrière et son avant-garde. Mais il n'existe pas de raccourci.

Nous ne voulons pas construire une secte qui se limiterait à proclamer une soi-disant vérité révélée. Nous voulons nous construire dans les luttes, dans les mobilisations qui, ces jours-ci, se produisent dans toute l'Italie, comme par exemple ces grèves spontanées dans des dizaines d'usines et à la tête desquelles, celles du groupe FIAT contre la énième réforme des retraites, réforme qui vise à mettre en place un système de retraites privées, au détriment de celles garanties par l'Etat.

Nous nous adressons à tous les secteurs qui, pendant ces dernières années, ont lancé des mobilisations contre la guerre, contre la globalisation capitaliste, aux militants honnêtes encore présents au sein de Refondation Communiste, à la gauche de la CGIL [plus grand syndicat italien, lié historiquement au PCI jusqu'à la chute

du mur de Berlin], au syndicalisme de classe qui se trouve en dehors des confédérations, pour qu'ensemble nous participions à la construction d'une organisation révolutionnaire.

Nous avons conscience de nos limites, mais aussi de nos potentialités, parce que nous sommes les seuls à proposer un programme politique clair, alternatif à la misère et à la barbarie inhérentes au système capitaliste. Nous avons aussi conscience, et nous en sommes fiers, que faire partie de cette organisation révolutionnaire internationale, la LIT, nous aidera à surmonter toutes les difficultés que nous rencontrerons sur notre chemin.

Pour nous, être membre d'une internationale n'est pas une posture intellectuelle mais une nécessité politique fondamentale. A travers la discussion et les batailles menées en commun, cela pourra nous aider à construire notre parti et, en même temps, à renforcer notre organisation internationale.

Les milliers de signatures recueillies en peu de semaines pour le retrait des troupes européennes des différentes zones de guerre, campagne impulsée avec les autres sections européennes de la LIT, nous prouvent que la décision de construire le parti, tant d'un point de vue national qu'international, est la meilleure décision que nous ayons prise dans notre courte existence.

Et notre présence à cette fête en est la confirmation.





En Italie, journées européennes de la Ligue Internationale des Travailleurs Quatrième Internationale (LIT-QI)

Pour tous les jeunes (et moins jeunes) militants révolutionnaires habitant ou séjournant en Europe.

1917 – 2007, à 90 ans de la révolution bolchevique.

Repartir d'Octobre pour ébranler une nouvelle fois le monde !

Cinq jours de séminaires, mais aussi de concerts, «taranta» et «pizzica» salentine, fêtes, tournois de baby-foot, d'échecs et de boules, baignade, dans un site privilégié entre mer et campagne, parmi les oliveraies séculaires.

A Otranto (sud de l'Italie), du 25 au 29 juillet

Programme

Mercredi 25 juillet :

- 12 h à 15 h, accueil.
- 15 h à 16 h, présentation : la signification de ce séminaire, le programme des cinq jours. Introduction aux travaux (Roberto ANGIUONI). Informations pratiques aux participants (Michele RIZZI).
- 16h à 20 h, 1ère leçon : «de la Révolution russe de février, à Octobre 1917 : «tout le pouvoir aux soviets»» (Antonino MARCECA, PdAC Italie).
- 20 h à 21 h 30, dîner.
- 21 h 30, rafraîchissements et concert de jazz.

Jeudi 26 juillet :

- 09 h à 13 h, 2ème leçon : « des Thèses d'avril à la dissolution de l'assemblée constituante. Le programme transitoire du bolchevisme.» (Fabiana STEFANONI, PdAC Italie).
- 13 h à 15 h, pause déjeuner.
- 15 h à 19 h, 3ème leçon : «la Formation du parti bolchevique et l'influence de la révolution russe dans le mouvement ouvrier italien.» (Ruggero MANTOVANI, PdAC Italie).
- 20 h à 21 h 30, dîner.
- 21 h 30, fête avec taranta et pizzica salentine.

Vendredi 27 juillet :

- 09 h à 13 h, plage, promenades...

- 13 h à 15 h, pause déjeuner.
- 15 h à 19 h, 4ème leçon : «le Parti léniniste : différences entre la Commune de Paris et la Commune de Petrograd.» (Francesco RICCI, PdAC Italie).
- 20 h à 21 h 30, dîner.
- 21 h 30, match international de baby-foot, tournoi européen d'échecs, tournoi de boules.

Samedi 28 juillet :

- 09 h à 13 h, 5ème leçon : « du mouvement de Zimmerwald à la constitution de la Troisième Internationale.» (Valerio TORRE, PdAC Italie).
- 13 h à 15 h, pause déjeuner.
- 15 h à 19 h, 6ème leçon : «les Dix jours qui ébranlèrent le monde. Les répercussions de la révolution russe sur le mouvement ouvrier international. L'actualité du programme bolchevique, unique réponse aux illusions suscitées aujourd'hui par Chavez.» (Antonio CHACON, Prt-Ir Espagne).
- 20 h à 21 h 30, dîner.
- 21 h 30, fête «trotskiste» et concert rock.

Dimanche 29 juillet :

- 09 h à 13 h, 7ème leçon : «l'Actualité de la révolution bolchevique et la bataille de la LIT pour la reconstruction de la Quatrième Internationale.» (Joao GALVAO, Prt-Ir Espagne).
- 13 h à 15 h, conclusions du séminaire.

Je m'abonne à l'*Internationaliste*, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

À : Date : Prix : 12 € pour 6 numéros, 24 € pour 12 numéros (+ soutien bienvenu)
(1)

Signature

Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.
Tarif valable pour la France métropolitaine.
Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.
Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

(1) Rayer les mentions inutiles

Chèque à l'ordre d'APIDO

Bulletin à renvoyer à : L'*Internationaliste* - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX